Notre enquête sur l'exécuteur d'Oradour, Georges René Boos Paris Match | Publié le 10/06/2019

Regis Le Sommier et Denis Trierweiler

Le 10 juin 1944, ce citoyen français né en Moselle, engagé volontaire dans la division SS « Das Reich », a participé au massacre d'une population entière à Oradour-sur-Glane: femmes et enfants compris, 642 tués. En 2015, Paris Match avait retrouvé en Allemagne le vieil homme.

Dans la Waffen-SS, comme dans toutes les armées du monde, on place en général aux avant-postes un sergent expérimenté lors d'une opération. Ce dernier va guider l'officier, moins familier du terrain, moins proche des hommes. A Oradour-sur-Glane, le 10 juin 1944, aux alentours de 14 heures, c'est très certainement ce qui s'est passé. Les officiers donnaient les ordres. A la manœuvre, on trouvait les sergents. Parmi eux, un Mosellan, Georges René Boos, né près de Sarreguemines. Ce jour-là, ils sont une trentaine d'Alsaciens lorrains affectés à la 3e compagnie du 1er bataillon du régiment « Der Führer » de la 2e division blindée SS « Das Reich ». Cette compagnie comprend, outre des Allemands, quelques « malgré-nous » , c'est-à-dire des Alsaciens enrôlés d'office dans une armée allemande qui manque d'hommes et servant contraints et forcés sous l'uniforme à tête de mort. Nés majoritairement en 1926, ils ont 17 à 18 ans au moment des faits et sont donc mineurs. Au moindre écart, au moindre soupçon de trahison ou de sympathie profrançaise, c'est la famille restée en Alsace qu'on déporte...

Pour Boos, c'est différent. Il s'est engagé volontairement dès 1941. Il a choisi son camp très tôt dans la guerre. On pourrait lui trouver l'excuse que, à 18 ans à peine au moment de l'annexion de l'Alsace-Moselle au Reich, il a pu se laisser gagner par les sirènes d'une propagande qui place les siens dans la grande famille du peuple allemand, aux commandes de la nouvelle Europe. S'est-il rallié spontanément au national-socialisme ? A-t-il été influencé par son environnement familial ? Boos s'est jeté à corps perdu dans le nazisme. Avec l'annexion, Georges est devenu Georg, comme tous les Alsaciens et Mosellans obligés de germaniser leur identité ; en intégrant de gré ou de force l'armée allemande, ils sont devenus, aux yeux des nazis, des Allemands à part entière, des « Allemands du Reich ». Lors du procès en 1953, Boos récusera d'ailleurs l'accusation de trahison puisqu'au moment des faits, de par sa qualité de Waffen-SS, il n'était plus français.

Le 10 juin 1944, la mission était : "Suchen und zerstören", fouiller et détruire

Le 10 juin 1944, la mission fut expliquée à la troupe au lieu-dit de Bellevue, une colline située à 2 kilomètres de l'entrée du village et d'où on aperçoit le clocher d'Oradour. Boos dirige le 6e groupe de la 2e section commandée par l'adjudant-chef Egon Töpfer, le peloton des éclaireurs de la compagnie, une dizaine d'hommes en tout. « Suchen und zerstören », fouiller et détruire. En temps ordinaire, ce genre d'opérations - menées sous la conduite du Sicherheitsdienst (le service de sécurité de la Gestapo) allemand ou de la Milice française - consiste à dénicher les caches d'armes des « terroristes », en fusillant, selon les circonstances, quelques résistants (ou supposés tels) et en incendiant des habitations jugées suspectes. En route vers la Normandie pour « contrer » le Débarquement, la « Das Reich » n'a pas le temps de traquer tous les « terroristes ». Pourtant, à Oradour, ce sera différent. La suite est connue, inscrite comme une plaie ouverte dans le ciel du Limousin et comme un symbole de l'horreur nazie dans l'histoire de France. Lorsque les SS quittent le village vers 21 heures, ils laissent derrière eux 642 victimes parmi les ruines en feu. On a toujours du mal à comprendre pourquoi la « Das Reich » s'est acharnée sur ce bourg, tranquille disait-on, et pourquoi, au sein de la division, des hommes comme Boos se sont révélés de véritables anges de la mort.

Georges René Boos peut-il l'expliquer ? On le croyait décédé, il n'en est rien. Nous l'avons retrouvé. Il ne nous a pas ouvert sa porte mais a consenti à nous parler près d'une heure depuis sa fenêtre. Cela le faisait rire de nous voir grelotter dehors par - 5 °C. « Si je vous laisse entrer, disait-il en patois rhénan, je n'arriverai pas à me débarrasser de vous. » Boos est un vieillard de 91 ans qui a

gardé toute sa tête. Lorsqu'on évoque Oradour, il esquive. « C'est venu de tout en haut, de Berlin, explique-t-il. Les hommes ont été trahis, de tout en haut jusque tout en bas, depuis le sommet, par Adenauer lui-même. » Selon lui, il ne faut surtout rien dire de plus car « on ne doit pas remuer le passé. Je vous dis : "Calme sur le front." J'ai fait beaucoup, moi, pour l'entente franco-allemande. Vous n'imaginez pas, parce que j'ai fermé ma gueule, et je continuerai à la boucler. » Ce qui ne l'empêche pas de continuer à nous parler. Tout au long de la discussion, l'axe Berlin-Paris et les menaces supposées qui planent sur lui le préoccupent davantage que d'éventuels remords sur sa participation à Oradour. Sa génération d'hommes a enfoui les choses profondément. Elle ne s'épanche pas, n'éprouve pas de compassion. « Je n'ai aucun regret », dit-il sur le sujet.

"Oradour était bien le bon endroit"

Sa fille apparaît soudain à la fenêtre. Elle ne semble pas rassurée par notre présence. « Il ne peut pas tout dire, gémit-elle. Tout ça, c'est du passé. » « Alles ist gut [tout va bien] », la rassure-t-il. Derrière eux, à travers la fenêtre, on devine un lit, un lavabo, une armoire en contreplaqué et, sur le mur, une grande croix chrétienne. Sa femme défunte était très pieuse, nous dira-t-il. « Que s'est-il passé dans l'église d'Oradour? – Ecoutez, j'ai fait des recherches là-dessus pendant des années. Il y a eu une explosion. Moi, j'ai cherché dans toute la compagnie. Je me demande d'où diable ont pu venir les explosifs... - Appartenaient-ils à la Résistance? [Une thèse révisionniste attribue l'explosion de l'église et la mort des femmes et des enfants à des munitions cachées par la Résistance dans le clocher.] – Je n'en sais rien. Il y a une chose que je sais – quelqu'un me l'a assuré, je ne vous dirai pas qui – : Oradour était bien le bon endroit. » Boos semble donc écarter l'idée répandue, mais abandonnée par les historiens, que les Allemands se seraient trompés d'Oradour, confondant Oradour-sur-Glane avec Oradour-sur-Vayres, à 30 kilomètres, où se trouvait un solide maquis. Selon lui, ils n'y sont pas allés par hasard.

« Je n'ai pas assisté à la réunion [de préparation] avant Oradour, et, pour le massacre, mon groupe n'y a pas participé directement. Dans la compagnie où j'étais à 18 ans, ce qui comptait le plus était le contre-espionnage. Avec ça, vous êtes formés pour la vie... Bien sûr que c'était une abomination meurtrière, mais nous, on nous avait menacés : celui qui ne participe pas sera exécuté. C'était comme ça, dans la SS. » S'estimant couvert par ses supérieurs, Boos a donc obéi aux ordres. Contrairement à ce qu'il affirme devant nous, son groupe était bien présent dans le village. Si l'on se réfère à ce qu'il déclare en janvier 1953 devant le tribunal de Bordeaux, il a même dirigé un peloton d'exécution.

D'abord, il entend le capitaine Erich Otto Kahn, qui dirige l'opération en tant que chef de la 3e compagnie, lorsque ce dernier annonce, par la voix de son interprète, aux villageois rassemblés sur le champ de foire : « Il y a ici des dépôts clandestins d'armes et de munitions constitués par des terroristes. Nous allons opérer des perquisitions. Pendant ce temps, et pour faciliter les opérations, nous allons vous regrouper dans des granges. » Boos semble évoluer à son aise entre bourreaux et futures victimes. Son groupe escorte une vingtaine d'hommes et les enferme à l'intérieur du garage Desourteaux. Au signal, il relaie l'ordre du capitaine Kahn, l'adjoint d'Adolf Diekmann, commandant du 1er bataillon, qui se trouve à quelques mètres de lui, de faire feu sur le garage. Pour sa défense, Boos dit que lui-même n'a pas tiré. Pourtant, il reconnaît avoir donné le coup de grâce, peu après, à six ou sept mourants, à terre. Le témoignage d'un autre Alsacien – un « malgré-nous » celui-là - le décrit se rendant ensuite à la remise Beaulieu où un autre groupe d'hommes a été massacré pour, encore une fois, abréger les souffrances de ceux qui bougent encore. Boos fait office de « nettoyeur », plutôt efficace d'ailleurs car, à la différence de la grange Laudy d'où six rescapés parviendront à s'extraire, sur les lieux où on le croise, il n'y a pas de survivants. Un peu plus tard, il va abattre à bout portant deux femmes qui ont la malchance de sortir d'une maison en feu au moment où il passe. Un autre « malgré-nous » lui demande s'il était vraiment obligé de le faire. Il le menace du même sort...

Plusieurs Alsaciens affirment avoir vu entrer Boos dans l'église. L'un d'eux pense même que c'est lui qui a apporté la caisse de grenades, à l'origine vraisemblable de l'explosion

Après le massacre, il dit avoir recouvert les corps de fagots et y avoir versé « de l'huile ». Au moment de son audition, on présente aux jurés un chaudron dans lequel un bébé aurait été brûlé vif. L'accusation lui demande s'il a quelque chose à voir avec cette horreur. Il garde le silence. Concernant l'affaire de l'église, Boos affirme que, comme il est infirmier, Kahn lui a donné l'ordre de convoyer à Limoges l'adjudant Gnug, blessé grièvement par la chute d'une pierre au moment de l'explosion de l'édifice religieux. Plusieurs Alsaciens affirment pourtant l'avoir vu entrer dans l'église. L'un d'eux pense même que c'est lui qui a apporté la caisse de grenades, à l'origine vraisemblable de l'explosion. Devant nous, Boos se défend : « Y avait-il des explosifs à l'intérieur de l'église, ou ont-ils été apportés après ? Je ne sais pas. J'ai conduit Gnug à l'hôpital dans l'aprèsmidi, à Limoges, ce qui fait que je n'ai pas pu participer à toute l'histoire. Gnug avait une grave blessure à la tête, il était incapable de parler. Il était artificier et ça m'étonnerait qu'un expert comme lui soit assez idiot pour poser des explosifs sans se protéger. C'est ça qui prouve que c'était bien le bon endroit... Oradour était bien une histoire de représailles. Les Français de l'autre côté ont misé là-dessus, pilotés par Londres : provoquer des représailles d'ampleur. Les Français jouaient les partisans, vous savez combien ils ont tué de gens, et les communistes et l'épuration... Alors c'est très simple, nous avons dit : "Nous allons frapper un bon coup et on aura la paix." Toute cette saloperie, je ne l'ai jamais digérée. On a utilisé des soldats du front pour commettre un crime, et, ensuite, on a voulu les éliminer en Normandie pour qu'il n'y ait plus de témoins. »

Pourtant, ils ne sont pas tous morts, loin s'en faut. Dans l'apocalypse d'Oradour, si Boos n'est pas le donneur d'ordres, il a été l'exécutant zélé, le sergent expérimenté, l'homme de terrain. Au soir du massacre, la nouvelle se répand comme une traînée de poudre dans la région. Au niveau de l'étatmajor de la « Das Reich », on se rend vite compte de l'épouvantable bavure. Le colonel Stadler, qui dirige le régiment « Der Führer », avait ordonné à Adolf Diekmann de se rendre à Oradour pour prendre des otages dans le but de les échanger contre un officier SS capturé la veille par la Résistance. Rien de plus. Stadler ordonne une enquête interne et promet à Diekmann, en tant que plus haut gradé présent, la cour martiale. Selon certains, Diekmann réagit en envoyant certains éléments - on peut penser les plus fiables - de la 3e compagnie à Oradour pour, dit-on, maquiller le crime. Et qui va faire la sale besogne ? La 2e section. Dès 4 heures du matin, le 11 juin, Boos est à Oradour où il va se révéler aussi efficace pour creuser les fosses communes qu'il l'a été la veille pour abattre les hommes, les femmes et les enfants qui vont les remplir. « J'ai personnellement déblayé l'église, explique-t-il au procès. [...] Je portais des gants pour cette besogne. Je prenais les cadavres et les restes, je les sortais de l'église et les mettais dans un tombeau creusé à cet effet. » Cela étant, peuton raisonnablement admettre que les Waffen-SS étaient à ce point naïfs pour penser maquiller de la sorte la destruction complète d'un bourg et la mort de plusieurs centaines de ses habitants ?

De tout cela, il dit qu'il a « payé sa dette ». On ne peut pas lui donner tort. Il n'est pas comme ces officiers qui coulaient des jours tranquilles de l'autre côté du Rhin sans avoir jamais à répondre de leur crime. « Kahn était bien tranquille, au sec. Il se promenait, assure Boos avec un sourire. Lammerding (le commandant de la division) montait son entreprise en bâtiment... Moi, j'ai trinqué pour eux. » Son cas n'a rien à voir avec celui de Werner Christukat, un jeune Allemand présent à Oradour qui, depuis 1944, n'avait jamais été inquiété et a été inculpé l'an dernier. La justice allemande vient d'abandonner les poursuites. Chargé de garder les camions, il n'était pas du calibre de Boos. Mais Boos a déjà purgé sa peine. Il a fait quatorze ans de prison. Il n'y a plus rien à dire. Lui-même insiste sur ce point : « Ne remuez pas tout ça. Moi, j'ai donné à l'époque ma promesse à Nussy-Saint-Saëns que je ne parlerai jamais », nous dit-il en référence au magistrat qui présidait au procès de Bordeaux à l'issue duquel il fut condamné à mort. Cette remarque contient une information capitale. « Nussy-Saint-Saëns voulait la paix, explique-t-il, par égard pour les survivants. Il m'a regardé, et nous nous sommes compris. Certains points n'ont tout simplement pas été évoqués, et c'était bien comme ça. Et l'histoire, on me l'a mise sur le dos, à moi. Mais j'ai eu des conditions de détention très agréables en France. J'étais sous bonne garde et, avant tout, bien protégé. » Pour un condamné à mort, ce traitement de faveur est étonnant. Ses remises de peine rapides le sont tout autant. Un an après son procès, sa peine de mort est commuée à de la prison à vie avec travaux

forcés, et, l'année suivante, réduite à vingt ans. Georges Boos conclut : « J'ai été condamné à mort pour avoir porté les armes contre la France et ses alliés, pas le moins du monde à cause d'Oradour. J'ai été libéré en 1959. »

(Freie deutsche Übersetzung, Hervorhebungen und Kommentar: EL)

Unser Bericht über den Henker von Oradour, Georges René Boos

Paris Match | Veröffentlicht am 10/06/2019 von Regis Le Sommier und Denis Trierweiler

Am 10. Juni 1944 hat dieser im Dept. Moselle geborene und freiwillig in die SS-Division "Das Reich" eingetretene französische Staatsbürger am Massaker der gesamten Bevölkerung in Oradour teilgenommen: einschließlich der Frauen und Kinder, 642 Tote. Im Jahre 2015 hatte Paris Match den alten Mann in Deutschland wiedergefunden.

In der Waffen-SS, wie in allen anderen Armeen der Welt, stellt man bei einem Einsatz gewöhnlich einen erfahrenen Unteroffizier auf den vorderen Posten. Dieser wird den Offizier anleiten, der auf dem Gebiet weniger bewandert ist, den Männern weniger nahesteht. Am 10. Juni 1944 in Oradour-sur-Glane, gegen 14 Uhr, ist mit großer Sicherheit genau das passiert. Die Offiziere gaben die Befehle. Die Ausführung übernahmen die Unteroffiziere. Unter ihnen einer von der Mosel, Georges René Boos, in der Nähe von Sarreguemines geboren. An jenem Tage sind etwa dreißig Elsaß-Lothringer der 3. Kompanie des 1. Bataillons des Regiments "Der Führer" der 2. SS-Panzer-Division "Das Reich" eingegliedert. Diese Kompanie umfaßt, neben den Deutschen, einige "malgré-nous", d. h. Elsässer, die offizielle in eine deutsche Armee eingezogen wurden, der die Männer fehlen, in der sie unter Zwang dienen und die Uniform mit dem Totenkopf tragen nüssen. In der Mehrzahl 1926 geboren, sind sie zur Zeit der Ereignisse 17 oder 18 Jahre alt und daher noch Minderjährige. Beim geringsten Verstoß, dem geringsten Verdacht auf Verrat oder pro-französischer Sympathien, würde man die im Elsaß lebende Familie deportieren...

Bei Boos war es anders. Er meldete sich 1941 freiwillig. Er hat sein Lager im Krieg sehr früh gewählt. Man könnte für ihn die Entschuldigung suchen, er habe sich mit kaum 18 Jahren im Augenblick der Anektion von Elsaß-Lothringen von den Sirenenklängen der Propaganda einfangen lassen, die den Seinen in der großen Familie des deutschen Volkes bei der Herrschaft über das neue Europa einen Platz anwiesen. Hat er sich spontan in den Nationalsozialismus eingereiht? War er von seinem familiären Umfeld beeinflußt? Boos hat sich blindlings in den Nazismus gestürzt. Mit der Anektion wurde Georges zu Georg, wie alle Elsässer und Moselaner verpflichtet ihre Identität zu germanisieren; durch den freiwilligen oder gezwungenen Eintritt in die deutsche Armee wurden sie in den Augen der Nazis ganze Deutsche, "Reichsdeutsche". Beim Prozeß 1953 wies Boos übrigens die Anschuldigung des Verrats zurück, denn zur Zeit der Ereignisse war er als Mitglied der Waffen-SS kein Franzose mehr.

Der Auftrag am 10. Juni 1944 war: "Suchen und zerstören."

Am 10. Juni 1944 wurde der Einsatz am Ort Bellevue der Truppe erläutert, einem Hügel, der 2 Kilometer vom Ortseingang entfernt lag und von wo aus man den Kirchturm von Oradour sehen konnte. Boos führt die 6. Gruppe des 2. Zuges, kommandiert von Feldwebel Töpfer, dem Aufklärungszug der Kompanie, etwa zwölf Männer insgesamt. "Suchen und zerstören". Normalerweise bestanden Operationen dieser Art, die unter der Leitung des deutschen Sicherheitsdienstes oder der französischen Miliz stattfanden, darin, Waffenverstecke der "Terroristen" aufzuspüren, je nach Lage einige Widerstandskämpfer (oder dafür gehaltene) zu erschießen und als verdächtig geltende Wohnungen in Brand zu setzen. Auf dem Weg in die Normandie, um der Invasion zu begegnen, hatte "Das Reich" nicht die Zeit, alle "Terroristen" zu verfolgen. In Oradour indessen wird es anders sein Die Folgen sind bekannt, eingeschrieben in den Himmel des Limousin wie eine offene Wunde und wie ein Symbol des Nazi-Schreckens in der Geschichte Frankreichs. Als die SS das Dorf gegen 21 Uhr verläßt, läßt sie 642 Opfer zwischen den brennenden Ruinen zurück. Es ist immer wieder schwer zu verstehen, warum "Das Reich" über diesen, wie man sagte, ruhigen Ort hermer wieder schwer zu verstehen, warum "Das Reich" über diesen, wie man sagte, ruhigen Ort her-

gefallen ist, und warum sich Männer wie Boos im Schoß der Division als wahrhaftige Todesengel erwiesen.

Kann Georges Boos dies erklären? Man glaubte ihn verstorben, er ist es nicht. Wie haben ihn wiedergefunden. Er hat uns seine Tür nicht geöffnet, doch eingewilligt, mit uns am Fenster eine Stunde lang zu sprechen. Uns draußen bei -5° Celsius schlottern zu sehen machte ihn lachen. "Wenn ich Euch hereinlasse", sagte er in rheinischem Idiom, "werde ich Euch nicht mehr los." Boos ist ein alter Mann von 91 Jahren, der seinen klaren Kopf behalten hat. Als Oradour erwähnt wird, weicht er aus: "Das kam von ganz oben, von Berlin", erklärt er, "die Männer sind verrraten worden, von ganz oben bis ganz unten, nach dem Gipfel, von Adenauer persönlich." Seiner Meinung nach müsse man dazu gar nichts mehr sagen, weil "man die Vergangenheit nicht mehr aufrühren soll. Ich sage Ihnen: "Ruhe an der Front.' Ich selbst habe genug für die deutsch-fanzösische Gemeinschaft getan. Sie können sich das nicht vorstellen, weil ich das Maul gehalten habe und ich werde es weiter halten." Was ihn nicht abhält, weiter mit uns zu sprechen. Das gesamte Gespräch über beschäftigt ihn die Achse Berlin-Paris und mögliche Drohungen, die über ihm schweben, anstatt möglicher Schuldgefühle über seine Beteiligung in Oradour. Die Männer seiner Generation haben die Dinge tief vergraben. Sie schütten ihr Herz nicht aus, sie zeigen kein Mitgefühl. "Ich habe kein Bedauern", sagt er über die Angelegenheit.

"Oradour war doch der richtige Ort"

Plötzlich erscheint seine Tochter am Fenster. Sie scheint durch unsere Anwesenheit beunruhigt zu sein. "Er kann nicht alles sagen", klagt sie, "all das ist Vergangenheit." "Alles ist gut", versichert er. Hinter ihnen ahnt man durchs Fenster ein Bett, einen Waschtisch, einen Kleiderschrank aus Sperrholz, und an der Wand ein großes Kruzifix. Seine verstorbene Frau sei sehr fromm gewesen, sagte er uns. "Was ist in der Kirche von Oradour passiert?" - "Hören Sie, ich habe jahrelang darüber nachgeforscht. Es gab eine Explosion. Ich habe in der ganzen Kompanie nachgefragt. Wo zum Teufel konnte der Sprengstoff herkommen frage ich mich... - Kam er von der Résistance? [Eine revisionistische These führt die Explosion der Kirche und den Tod der Frauen und Kinder auf von der Résistance in Kirchturm versteckten Sprengstoff zurück.] Ich weiß nichts darüber. Eine Sache die weiß ich - jemand hat mir das versichert, ich sag' Ihnen nicht wer - : Oradour war doch der richtige Ort." Boos scheint damit die verbreitete, von Historikern aber aufgegebene Idee beiseitezuschieben, die Deutschen hätten sich bei Oradour geirrt, hätten Oradour-sur-Glane mit Oradour-sur-Vayres verwechselt, dreißig Kilometer weiter, wo sich ein starker Maquis befand. Seiner Meinung nach sind sie nicht durch Zufall dorthin gegangen.

"Ich war nicht beim Treffen [zur Vorbereitung] vor Oradour dabei, und am Massaker hat meine Gruppe nicht direkt teilgenommen. In der Kompanie, wo ich mit 18 Jahren war, war Gegenspionage das Wichtigste. Damit sind sie fürs Leben geformt... Natürlich war das eine mörderische Scheußlichkeit, aber uns, uns hat man bedroht: wer nicht mitmacht, wird erschossen. So war das bei der SS." Von den Vorgesetzten gedeckt, hat Boos also Befehlen gehorcht. Entgegen dem, was er uns versichert, war seine Gruppe durchaus im Dorf anwesend. Wenn man sich auf das bezieht, was er im Januar 1953 vor Gericht in Bordeaux erklärt hat, hat er sogar ein Erschießungskommando angeführt

Zunächst hört er den Hauptmann Erich Otto Kahn, der die Operation als Chef der 3. Kompanie leitet, wie dieser durch die Stimme seines Dolmetschers den auf dem Dorfplatz versammelten Bewohnern verkündet: "Hier gibt es von den Terrioristen angelegte geheime Waffenlager und Munition. Wir werden Durchsuchungen vornehmen. Während dieser Zeit, und um die Operation zu erleichtern, werden wir sie in die Scheunen verbringen." Boos scheint sich nach Belieben zwischen den Henkern und den zukünftigen Opfern zu bewegen. Seine Gruppe führt etwa zwanzig Männer ab und schließt sie in der Garage Desourteaux ein. Beim Signal gibt er den Befehl des Hauptmanns Kahn weiter, des Stellvertreters von Adolf Diekmann, Kommandeur des 1. Bataillons, der sich einige Meter von ihm entfernt befindet, in die Garage zu feuern. Zu seiner Verteidigung sagt Boss, er selbst habe nicht geschossen. Er gibt indessen zu, daß er wenig später sechs oder sieben der auf dem Boden liegenden Sterbenden den Gnadenschuß gegeben habe. Die Aussage eines anderen Elsässers - dieser ein Zwangsrekrutierter - beschreibt ihn, wie er danach in der Remise

Beaulieu, wo eine andere Gruppe von Männern massakriert worden war, erneut die Leiden jener beendete, die sich noch bewegten. Boos macht vorübergehend den "Putzer", tatkräftiger übrigens, denn im Unterschied zur Scheune Laudy, aus der sich sechs Überlebende retten können, gibt es dort, wo man ihm begegnet, keine Überlebenden. Wenig später erschießt er zwei Frauen, die das Pech haben, in dem Moment aus einem brennenden Haus zu kommen, als er vorbeigeht. Ein anderer Zwangsrekrutierter fragt ihn, ob er das wirklich hätte tun müssen. Er droht ihm dasselbe Schicksal an...

Mehrere Elsässer versichern, Boos in die Kirche gehen gesehen zu haben. Einer von ihnen glaubt sogar, daß er es war, der die Kiste mit Granaten gebracht hat, die wahrscheinliche Ursache der Explosion.

Nach dem Massaker, so sagt er, habe er die Leichen mit Holzreisig bedeckt und "Öl" darüber gegossen. Bei seinem Verhör präsentiert man den Geschworenen einen Kessel, in dem ein Kleinkind lebendig verbrannt worden sein soll. Der Ankläger fragt ihn, ob er etwas mit dieser Schreckenstat zu tun habe. Er schweigt. Was die Angelegenheit mit der Kirche angeht, so versichert Boos, daß ihm Kahn als Sanitäter, der er war, den Befehl gegeben habe, den Feldwebel Gnug, der durch einen herabfallenden Stein bei der Explosion des Gebäudes schwer verletzt wurde, nach Limoges zu bringen. Mehrere Elsässer versichern indessen, ihn in die Kirche gehen gesehen zu haben. Einer davon glaubt sogar, daß er es war, der die Kiste mit Granaten gebracht hat, die wahrscheinlich die Ursache der Explosion war. Vor uns verteidigt sich Boos: "Gab es Sprengstoff im Innern der Kirche oder hat man den später hineingebracht? Ich weiß es nicht. Ich habe Gnug am Nachmittag ins Lazarett gebracht, nach Limoges, daher habe ich nicht bei der ganzen Geschichte dabeigewesen. Gnug hatte eine schwere Verletzung am Kopf, er konnte nicht sprechen. Er war Feuerwerker, und ich wunderte mich, daß ein Experte wie er ein solcher Idiot gewesen sein sollte, Sprengstoff anzubringen ohne sich zu schützen. Das beweist doch, daß es der richtige Ort war... Oradour war durchaus eine Repressal-Geschichte. Die Franzosen von der anderen Seite haben sich, von London aus angestiftet, darauf verlassen: Repressalien in Menge zu provozieren. Die Franzosen spielten Partisan, sie wissen, wieviele Leute sie getötet haben, und die Kommunisten, und die Säuberungen... Dann ist das ganz einfach, wir haben gesagt: "Wir führen einen deutlichen Schlag, und dann haben wir Ruhe." Diesen ganzen Mist habe ich niemals verdaut. Man hat Frontsoldaten benutzt, um ein Verbrechen zu begehen, und dann wollte man sie in der Normandie beseitigen, damit es keine Zeugen mehr gäbe."

Indessen sind bei weitem nicht alle tot. Auch wenn Boos in der Apokalypse von Oradour nicht der Befehlsgeber ist, so ist er doch der eifrige Ausführende gewesen, der erfahrene Unteroffizier, der Mann am Platz. Am Abend des Massakers verbreitet sich die Nachricht in der Gegend wie ein Lauffeuer. Beim Gefechtsstand der Division "Das Reich" wird man sich schnell über die grauenhaften Übergriff klar. Oberst Stadler, der das Regiment "Der Führer" kommandiert, hatte Adolf Diekmann befohlen, sich nach Oradour zu begeben, um Geiseln zu nehmen, mit dem Ziel, diese gegen einen SS-Offizier auszutauschen, der am Vortag von der Résistance gefangenommen worden war. Mehr nicht. Stadler befiehlt eine interne Untersuchung und droht Diekmann, als anwesendem höchsten Offizier, das Kriegsgericht an. Einige meinen, Diekmann habe mit der Aussendung gewisser Mitglieder der 3. Kompanie nach Oradour - man könnte dabei an die zuverlässigsten denken - das Verbrechen vertuschen wollen. Und wer wird die schmutzige Arbeit erledigen? Der 2. Zug. Seit 4 Uhr morgens am 11. Juni ist Boos in Oradour, wo er sich bei der Aushebung von Massengräbern ebenso effektif erweist, wie er es am Vortag beim Erschießen der Männer, der Frauen und der Kinder war, die sie füllen werden. "Ich habe selbst die Kirche aufgeräumt", erklärt er beim Prozeß [...] Ich trug Handschuhe bei dieser Arbeit. Ich nahm die Leichen und die Überreste, trug sie aus der Kirche und legte sie in ein dafür ausgehobenes Grab." So gesehen könnte man vernünftigerweise einräumen, die Waffen-SS sei in diesem Punkt naiv gewesen anzunehmen, in dieser Weise die vollständige Zerstörung eines Ortes und den Tod mehrerer hundert seiner Einwohner verschleiern zu können.

Für das alles, sagt er, habe er "seine Schuld bezahlt." Man kann ihm nicht Unrecht geben. Er ist keiner wie die Offiziere, die auf der anderen Seite des Rheins friedliche Tage verlebten ohne sich je-

mals ihrem Verbrechen stellen zu müssen. "Kahn verhielt sich still, war auf dem Trockenen. Er ging spazieren versichert Boos schmunzelnd. Lammerding (der Kommandeur der Division) betrieb sein Baugeschäft... Ich habe für sie die Zeche bezahlt." Sein Fall hat nichts mit dem von Werner Christukat zu tun, einem in Oradour anwesenden jungen Deutschen, der seit 1944 nie belangt und erst letztes Jahr angeklagt wurde. Die deutsche Justiz hat die Verfolgung kürzlich eingestellt. Mit der Bewachung der LKW beauftragt, war er kein Kaliber wie Boos. Aber Boos hat seine Strafe bereits verbüßt. Er saß vierzehn Jahre im Gefängnis. Es gibt nichts mehr zu sagen. Er selbst beharrt auf diesem Punkt: "Wühlen sie das alles nicht wieder auf. Ich habe damals Nussy-Saint-Saëns mein Versprechen gegeben, niemals darüber zu sprechen." sagt er zu uns in Anspielung auf den Richter, der beim Prozeß in Bordeaux, an dessen Ende er zum Tode verurteilt wurde, den Vorsitz führte. Diese Bemerkung enthält eine entscheidende Information. "Nussy-Saint-Saëns wollte Ruhe haben". erläutert er, "wegen der Hinterbliebenen. Er hat mich angeschaut, und wir haben uns verstanden. Gewisse Punkte sind einfach nicht erwähnt worden, und das war gut so. Und mir hat man die Geschichte auf den Buckel geladen. Aber ich habe sehr angenehme Haftbedingungen in Frankreich gehabt. Ich war unter guter Aufsicht und vor allem gut geschützt." Für einen zum Tode verurteilten ist diese Vorzugsbehandlung erstaunlich. Seine schnellen Haftverkürzungen ebensosehr. Ein Jahr nach dem Prozeß wird seine Todesstrafe in lebenslange Haft und Zwangsarbeit umgewandelt, und im folgenden Jahr auf zwanzig Jahre verkürzt. Georges Boos sagt am Schluß: "Ich wurde zum Tode verurteilt, weil ich die Waffen gegen Frankreich und seine Verbündeten geführt hatte, nicht im geringsten wegen Oradour. 1959 wurde ich entlassen."

Kommentar: Boos wird hier allzusehr als der allein Handelnde in Oradour vorgeführt. Was ist mit den übrigen Unteroffizieren, mit Töpfer, mit dem Leutnant Barth? Es mag sich aber bei dem ansonsten sehr fairen und unideologischen Artikel um eine gewollte journalistische Zuspitzung handeln. Jedenfalls werden zwei Dinge klar ausgesprochen: Diekmann handelte offensichtlich entgegen dem ihm gegebenen Befehl. Damit wird im Artikel quasi nebenbei die These einer von Anfang angeplanten Vernichtungsaktion nicht bedient, eine These, die offenbar die beiden Journalisten, in Sonderheit Regis Le Sommier, für falsch halten. Und es wird durch Boos' zitierte Worte klar, daß es zwischen ihm und dem Gerichtsvorsitzenden Nussy-Saint-Saëns - und damit im Hintergrund zwischen der französischen und der deutschen Seite - Vereinbarungen gegeben haben muß. Diese These, die schon sehr lange von 'revisionistischer' deutscher Seite vertreten wurde, wird im Artikel ohne Kommentar oder den Versuch einer Relativierung oder Zurückweisung präsentiert und damit als auf Fakten beruhend akzeptiert. Damit zeigt dieser Artikel ein hohes Niveau an Kühnheit angesichts der noch immer umgehenden offiziellen Erzählung, gerade auch was diesen Aspekt der Absprache anbelangt. Damit fällt aber auch ein neues Licht auf den Prozeß in Ost-Berlin 1983, bei dem ja von seinerzeit zweifelsfrei ermittelten Ergebnissen in Bordeaux 1953 ausgegangen wurde. Sollte dem Staatsicherheitsdienst der DDR damals dieser heikle Punkt nicht bekannt gewesen sein?

Es ist bedauerlich, daß sich bei aller Gesprächigkeit Boos nicht dazu herbeiließ, detailliertere und konkretere Angaben zu machen. Es scheint, er habe sich immer noch derart an sein gegebenes Versprechen gebunden gefühlt, daß es zu eingehenderen Auskünften über jene "gewissen Punkte" nicht hat kommen können. Denn Hinweise der beiden Autoren, Boos sei häufiger auf "mögliche Drohungen" zu sprechen gekommen, könnte auf Gründe für sein relatives Schweigens deuten.

Bemerkenswert ist die Unentschiedenheit seiner Bewertung der Vorfälle: Benutzung der Soldaten zur Begehung eines Verbrechens - also doch Vorsatz? Dann aber auch die "gewissen Punkte", die nicht angesprochen wurden und nur schwer als weitere Belastungen der deutschen Seite interpretierbar wären, andernfalls sie ja deutlich hätten angeprochen werden können und sogar müssen! Dann die eigenartige Aussage, Oradour sei doch der richtige Ort gewesen. Die Meinung der beiden Autoren, damit habe Boos andeuten wollen, daß eine Verwechslung zweier ähnlich lautender Ortsnamen - Oradour-sur-Vayres mit Oradour-sur-Glane - nicht stattgefunden habe, scheint zu vordergründig. Es klingt viel eher danach, daß Boos, trotz seines Schweigeversprechens, damit verdeckt andeutet, man habe in Oradour etwas vorgefunden, was man gemäß der vorliegenden Meldungen erwartete. Es könnte sich dabei um die überlieferten Details von Diekmann Meldung handeln, also im Sinne des damaligen Befehlsund Handlungsrahmens um Tatsachen, die sofortige Gegenmaßnahmen bis hin zur Vernichtung auslösten, "vor Ort" befohlen und verantwortet vom Leiter des Einsatzes, Adolf Diekmann. Boos hat in einer seiner früheren Aussagen angemerkt, man habe vor Erreichen des Dorfes den Soldaten gesagt, sie müßten sich auf Kampfhandlungen gefaßt machen. Es war also vorsorglich auf eine solche Möglichkeit hingewiesen worden. Wenn nun genau dies eingetreten sein sollte, dann könnten die späten Worte von Boos eine Andeutung in diese Richtung sein: Worüber die Einheit vorsorglich informiert worden war, trat mutmaßlich bis zu einem gewissen Grade auch ein.

Wer könnte zu Boos gesagt haben, daß es sich **doch um den richtigen Ort** gehandelt habe? Es kommen drei Möglichkeiten und damit einige wenige Personen in Betracht:

Als sich Boos, eigener früherer Aussage zufolge, bei Kahn darüber beschwert hat, daß dieser unerfahrene Soldaten, vor allem die Elsässer, zu diesem Einsatz mitgenommen habe, könnte Kahn Boos "nebenbei" gesagt haben, es sei doch der richtige Ort gewesen, weil man ja dies und jenes dort vorgefunden habe...

Wahrscheinlicher erscheint aber - auch weil Boos ausdrücklich dazusagt, er werde dem Reporter Trierweiler den Namen der Person nicht nennen - daß es sich um eine Auskunft handelte, die er nach seiner Entlassung aus dem Gefängnis 1959 bei Treffen mit jenen ehemaligen SS-Offizieren, die sich um die Sammlung von Informationen zu den Vorfällen kümmerten, gehört hat. Hierbei kommen mindestens zwei in Frage: Otto Weidinger und Heinrich Lammerding. Aus den Bemerkungen und Angaben von Herbert Taege geht klar hervor, daß Boos von ehemaligen Kameraden nach seiner Entlassung zu den Vorfällen in Oradour befragt worden ist und die Hinweise, die er geben konnte, in Form von Aktennotizen in Lammerdings Akten- und Informationssammlung, die im Hauptext mehrfach erwähnt wurde, Eingang fanden. Ein inhaltlich plausibler Zusammenhang besteht insonfern, als wenige Monate nach Boos' Entlassung Lammerding durch eine Selbstanzeige gegen den Verdacht seitens der Franzosen vorzugehen unternahm, er sei auch für die Vernichtung Oradours **persönlich** verantwortlich zu machen. Auch Taege selbst hat offensichtlich mit Boos gesprochen. Anläßlich solcher Gespräche ist es am wahrscheinlichsten, daß der besagte Satz gefallen ist.

Eine vage, aber durchaus nicht auszuschließende Möglichkeit wäre noch, daß ein Franzose, der über irgendwelche näheren Informationen verfügt haben mochte oder zu verfügen meinte, während der Haftzeit diesen als Andeutung zu verstehenden Satz 'zugeraunt' hat…

Ein Video mit **bedeutsamen Ausschnitten** aus dem vor Boos' Fenster geführten Interview ist im Ordner unter **,** *Georges Boos Interview Paris Match*' zu finden. Es wurde von Paris Match selbst veröffentlicht. Der Interviewer ist der gut deutsch sprechende Redakteur **Denis Trierweiler**. Boos sagt gleich zu Beginn **,** *Kein Bild!!*". Natürlich geht der Redakteur darauf ein und verspricht, keine Bilder machen zu lassen. Ein Glück, daß der Herr vom Paris Match damit den alten Mann überlisten konnte denn die Kamera lief selbstredend weiter!

* * * * * * *